

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Lemay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-08-11

Signature

Manon Lemay

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Depuis l'exercice 2013, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures comptabilise à l'état de la situation financière des montants relatifs à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts, pour lesquelles le gouvernement ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du nouveau chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, qui prévoit la comptabilisation des subventions uniquement lorsqu'elles sont autorisées par le cédant. À cet effet, l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice en cours et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Si les subventions à recevoir pour lesquelles le gouvernement du Québec ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement n'avaient pas été comptabilisées, l'excédent de l'exercice aurait été diminué de 11 661 309 \$ en 2014 et de 6 754 265 \$ en 2013, les actifs financiers auraient été diminués de 21 646 210 \$ en 2014 et de 10 138 780 \$ en 2013 et l'excédent accumulé aurait été diminué de 21 646 210 \$ au 31 décembre 2014 et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

6 754 265 \$ au 31 décembre 2013.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 ont été audités par un autre auditeur indépendant, qui a exprimé sur ces états financiers une opinion modifiée en date du 2 mai 2015.

Le 26 août 2015.

Le 16 septembre 2015 pour la note 27.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005

Ville de Québec

DATE 2015-09-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	36 916 300	35 640 660		35 640 660	33 842 423
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 452 400	1 469 826		1 469 826	1 526 385
Quotes-parts	3					
Transferts	4	447 745	467 657		467 657	1 333 082
Services rendus	5	1 574 224	1 562 090		1 562 090	2 139 402
Imposition de droits	6	1 708 100	2 509 732		2 509 732	1 433 654
Amendes et pénalités	7	169 709	115 901		115 901	180 286
Intérêts	8	88 000	250 377		250 377	184 318
Autres revenus	9	5 000 000	(3 390 304)		(3 390 304)	2 588 147
	10	47 356 478	38 625 939		38 625 939	43 227 697
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 666 971	10 815 176		10 815 176	7 352 456
Autres revenus	14					
Contributions des promoteurs	15		143 716		143 716	1 195 001
Autres	16		750 000		750 000	1 450
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	1 666 971	11 708 892		11 708 892	8 548 907
	18	49 023 449	50 334 831		50 334 831	51 776 604
Charges						
Administration générale	19	25 536 788	26 688 547	242 264	26 930 811	23 957 051
Sécurité publique	20	301 634	240 884		240 884	252 497
Transport	21	3 482 144	3 771 197	3 041 583	6 812 780	6 456 159
Hygiène du milieu	22	2 399 988	2 069 541	1 582 194	3 651 735	3 415 531
Santé et bien-être	23	364 673	293 806	87 254	381 060	324 130
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 143 513	886 675	45 058	931 733	1 248 669
Loisirs et culture	25	6 652 001	6 522 713	1 620 823	8 143 536	7 116 365
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	2 805 989	2 924 516		2 924 516	2 243 594
Amortissement des immobilisations	28	6 278 090	6 619 176	(6 619 176)		
	29	48 964 820	50 017 055		50 017 055	45 013 996
Excédent (déficit) de l'exercice	30	58 629	317 776		317 776	6 762 608

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	58 629	317 776	6 762 608
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 666 971)	(11 708 892)	(8 548 907)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 608 342)	(11 391 116)	(1 786 299)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	6 278 090	6 619 176	5 137 109
Produit de cession	5		2 900 000	
(Gain) perte sur cession	6		3 469 709	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	6 278 090	12 988 885	5 137 109
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			319 967
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			319 967
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	175 000	788 516	305 236
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 507 300)	(4 378 179)	(3 702 654)
	18	(4 332 300)	(3 589 663)	(3 397 418)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	81 348)	(860 348)	(973 467)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		800 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21			1 785 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(256 100)	(271 016)	(307 310)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(388 375)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(337 448)	(719 739)	504 223
	26	1 608 342	8 679 483	2 563 881
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(2 711 633)	777 582

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 666 971	11 708 892	8 548 907
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	387 855)	(181 215)	(146 411)
Sécurité publique	3 ()	())
Transport	4 (	8 536 603)	(6 188 629)	(13 346 393)
Hygiène du milieu	5 (	3 295 882)	(1 040 386)	(14 849 187)
Santé et bien-être	6 (	380 000)	(478 423)	(29 957)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( )	( 742 096)
Loisirs et culture	8 (	32 654 417)	(21 330 287)	(14 606 096)
Réseau d'électricité	9 ()	())
	10 (	45 254 757)	(29 218 940)	(43 720 140)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	( 26 949)	(7 280)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		19 755 217	13 776 500
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	81 348	860 348	973 467
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		(24 151)	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		511 586	
	18	81 348	1 347 783	973 467
	19	(45 173 409)	(8 142 889)	(28 977 453)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(43 506 438)	3 566 003	(20 428 546)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	7 218 245	7 498 207	6 998 643
Charges sociales	2	1 556 350	1 469 197	1 432 856
Biens et services	3	8 490 208	7 472 776	8 158 051
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 724 700	1 766 012	1 414 040
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	97 000	98 284	21 800
D'autres tiers	7	260 000	243 651	158 953
Autres frais de financement	8	724 289	816 569	648 801
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	22 253 700	23 100 698	20 617 600
Autres	10			
Autres organismes	11	310 038	480 208	368 379
Amortissement des immobilisations	12	6 278 090	6 619 176	5 137 109
Autres				
-	13	52 200	452 277	57 764
-	14			
-	15			
	16	48 964 820	50 017 055	45 013 996

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	36 916 300	35 640 660	33 842 423
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 452 400	1 469 826	1 526 385
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 114 716	11 282 833	8 685 538
Services rendus	5	1 574 224	1 562 090	2 139 402
Imposition de droits	6	1 708 100	2 509 732	1 433 654
Amendes et pénalités	7	169 709	115 901	180 286
Intérêts	8	88 000	250 377	184 318
Autres revenus	9	5 000 000	(2 496 588)	3 784 598
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	49 023 449	50 334 831	51 776 604
Charges				
Administration générale	12	25 772 962	26 930 811	23 957 051
Sécurité publique	13	301 634	240 884	252 497
Transport	14	6 691 074	6 812 780	6 456 159
Hygiène du milieu	15	3 767 570	3 651 735	3 415 531
Santé et bien-être	16	449 357	381 060	324 130
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 146 664	931 733	1 248 669
Loisirs et culture	18	8 029 570	8 143 536	7 116 365
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 805 989	2 924 516	2 243 594
	21	48 964 820	50 017 055	45 013 996
Excédent (déficit) de l'exercice	22	58 629	317 776	6 762 608
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		55 131 369	48 368 761
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		846 122	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		55 977 491	48 368 761
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		56 295 267	55 131 369

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	58 629	317 776	6 762 608
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	45 254 757 ) (	29 218 940 ) (	43 720 140)
Produit de cession	3		2 900 000	
Amortissement	4	6 278 090	6 619 176	5 137 109
(Gain) perte sur cession	5		3 469 709	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(38 976 667)	(16 230 055)	(38 583 031)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(26 950)	312 688
Variation des stocks de fournitures	9		(60 526)	(84 240)
Variation des autres actifs non financiers	10		(26 074)	35 172
	11		(113 550)	263 620
	12	(38 918 038)	(16 025 829)	(31 556 803)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(38 918 038)	(16 025 829)	(31 556 803)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(86 685 678)	(55 128 875)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		846 125	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(85 839 553)	(55 128 875)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(101 865 382)	(86 685 678)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	667 620	839 303
Placements temporaires	2		831 573
Débiteurs (note 5)	3	36 077 945	26 202 266
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	36 745 565	27 873 142
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		1 348 558
Emprunts temporaires (note 10)	11	55 296 644	47 946 615
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	12 404 091	12 372 103
Revenus reportés (note 12)	13	269 289	1 076 607
Dette à long terme (note 13)	14	70 640 923	51 814 937
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	138 610 947	114 558 820
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(101 865 382)	(86 685 678)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	156 411 657	140 181 605
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 346 103	1 319 153
Stocks de fournitures	20	300 665	240 139
Autres actifs non financiers (note 17)	21	102 224	76 150
	22	158 160 649	141 817 047
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	56 295 267	55 131 369

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	317 776	6 762 608
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 619 176	5 137 109
Autres			
- Perte sur cession	3	3 469 709	
- Transfert	4	846 125	
	5	11 252 786	11 899 717
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(9 875 679)	(4 711 703)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	31 988	4 444 460
Revenus reportés	9	(807 318)	73 747
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(26 950)	312 688
Stocks de fournitures	12	(60 526)	(84 240)
Autres actifs non financiers	13	(26 074)	35 172
	14	488 227	11 969 841
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(29 218 940)	(43 720 140)
Produit de cession	16	2 900 000	
	17	(26 318 940)	(43 720 140)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	831 573	342 195
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	831 573	342 195
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	25 060 500	15 051 900
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 978 312)	(5 054 312)
Variation nette des emprunts temporaires	25	7 350 029	21 298 343
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(256 202)	(152 576)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	26 176 015	31 143 355
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 176 875	(264 749)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	(509 255)	(244 506)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	667 620	(509 255)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 10,00 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	de 5,0 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 % à 10,00 %

Réduction de valeur:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	667 620	839 303
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 038 785	3 335 880
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	24 161 447	12 421 207
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 459 299	4 788 925
Organismes municipaux	8	1 322 358	1 503 943
Autres			
- Droits de mutation et autres	9	5 679 427	3 887 657
- Intérêts courus à recevoir	10	416 629	264 654
	11	36 077 945	26 202 266
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 695 868	772 437
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 695 868	772 437
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	438 875	
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	242 398
Autres régimes (REER et autres)	31	185 116
Régimes de retraite des élus municipaux	32	13 239
	33	440 753
		221 908
		173 275
		13 135
		408 318

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
La Ville dispose d'emprunts bancaires, d'un montant total de 154 154 223 \$ portant intérêt au taux préférentiel et échéant en juin 2021 et 2025 dont un montant de 55 296 644 \$ est utilisé au 31 décembre 2014. De ces emprunts autorisés, une somme de 12 000 000 \$ constitue une marge de crédit pour les opérations courantes dont un montant de 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2014.

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	7 241 022	5 968 154
Salaires et avantages sociaux	38	1 392 131	1 235 403
Dépôts et retenues de garantie	39	1 170 219	3 759 627
Provision pour contestations d'évaluation	40	28 002	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Acompte vente de terrains	42	132 957	
- Organismes municipaux	43	1 811 744	972 080
- Intérêts courus à payer	44	628 016	436 839
-	45		
-	46		
	47	12 404 091	12 372 103

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	82 698	61 043
Transferts	49		
Autres			
- Autres recettes reportées	50	114 714	192 097
- Recettes report. -Campagne fin	51	71 877	823 467
	52	269 289	1 076 607

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,47	3,57	2015	2019	53	70 525 500	48 664 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	118 733	220 457
Organismes municipaux	1,10	5,40	2015	2018	58	808 493	2 952 748
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		533 333
					61	71 452 726	52 370 538
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(811 803)	(555 601)
					63	70 640 923	51 814 937

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2014	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	4 470 200	80	89	397 352 97	4 867 552
2016	65	73	4 501 201	81	90	92 280 98	4 593 481
2017	66	74	4 354 200	82	91	88 300 99	4 442 500
2018	67	75	4 428 200	83	92	90 192 100	4 518 392
2019	68	76	4 050 200	84	93	77 200 101	4 127 400
2020 et +	69	77	48 721 499	85	94	181 902 102	48 903 401
	70	78	70 525 500	86	95	927 226 103	71 452 726
Intérêts et frais accessoires				87			104
	71	79	70 525 500	88	96	927 226 105	71 452 726

Note

	2014	2013	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(98 169 514)	(85 913 241)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(3 695 868)	(772 437)
Autres	108		
	109	(101 865 382)	(86 685 678)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	21 916 849	138	734 565	165		192	22 651 414
Eaux usées	111	23 762 298	139	2 830 181	166		193	26 592 479
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	36 651 776	140	13 349 533	167		194	50 001 309
Autres	113	16 072 029	141	3 828 693	168		195	19 900 722
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	39 569 678	143	961 618	170	9 816 833	197	30 714 463
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 492 769	145	146 471	172		199	2 639 240
Ameublement et équipement de bureau	118	1 670 837	146	270 415	173		200	1 941 252
Machinerie, outillage et équipement divers	119	5 608 412	147	327 869	174		201	5 936 281
Terrains	120	2 986 489	148	67 384	175	(2 518 137)	202	5 572 010
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>150 731 137</u>	150	<u>22 516 729</u>	177	<u>7 298 696</u>	204	<u>165 949 170</u>
Immobilisations en cours	123	<u>15 340 136</u>	151	<u>6 702 211</u>	178		205	<u>22 042 347</u>
	124	<u>166 071 273</u>	152	<u>29 218 940</u>	179	<u>7 298 696</u>	206	<u>187 991 517</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 807 958	153	677 354	180		207	3 485 312
Eaux usées	126	3 607 063	154	831 804	181		208	4 438 867
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	9 920 387	155	2 113 604	182		209	12 033 991
Autres	128	3 579 144	156	904 110	183		210	4 483 254
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	3 514 282	158	1 462 616	185	928 984	212	4 047 914
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	834 651	160	163 733	187		214	998 384
Ameublement et équipement de bureau	133	598 994	161	166 668	188		215	765 662
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 027 189	162	299 287	189		216	1 326 476
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>25 889 668</u>	164	<u>6 619 176</u>	191	<u>928 984</u>	218	<u>31 579 860</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>140 181 605</u>					219	<u>156 411 657</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>		<u>_____</u>		<u>_____</u>	229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	892 601	865 651
Autres	232	453 502	453 502
	233	1 346 103	1 319 153
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	1 346 103	1 319 153

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	15 264	63 448
Frais reportés			
- Dépenses reportées	237	86 960	12 702
-	238		
	239	102 224	76 150

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 4 808 654 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2015	2 177 927 \$
2016	1 431 848 \$
2017	836 448 \$
2018	362 431 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2014
Programme d'aide aux employés	2015	2 264 \$
Location d'un photocopieur	2016	9 276 \$
Contrat nettoyage puisards	2016	43 824 \$
Contrat matériaux secs	2015	9 048 \$
Contrat matières recyclables	2015	19 649 \$
Contrat matières résiduelles	2017	1 464 067 \$
Vidanges fosses septiques	2018	205 114 \$
Contrat tests d'étanchéité	2015	17 135 \$
Honoraires professionnels	2015	123 942 \$
Achat de matériaux	2015	135 298 \$
SPA	2015	33 258 \$
Assurances collectives	2018	1 059 130 \$
Location stade de soccer	2017	344 925 \$
Contrat lignes téléph.	2015	2 852 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Contrat Déneigement	2015	31 244 \$
Contrat Journal municipal	2015	31 011 \$
Location d'espace	2015	60 362 \$
Achat matériaux abrasifs	2016	488 158 \$
Déneigement patinoires	2017	175 774 \$
Contrat entretien équipement	2015	144 351 \$
Contrat piscines	2018	361 550 \$
Reliure de volumes	2015	46 422 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

c) Poursuites

La Ville a fait l'objet de poursuites et une provision de 485 000 \$ a été comptabilisée au rapport financier au 31 décembre 2014 concernant des litiges pour des travaux divers. De plus, au 31 décembre 2014, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à 900 000\$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, à la suite de la découverte d'une anomalie dans ses états financiers des exercices antérieurs, la société a procédé à un redressement en vue de diminuer les revenus d'investissements de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 au montant de 846 125 \$. Le solde d'ouverture de la dette nette et de l'excédent accumulé au 1er janvier 2015 a été diminué de ce montant. En raison des limites inhérentes à la préparation du rapport financier annuel, les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 présentés aux fins de comparaison n'ont pas été retraités.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 667 620	839 303
Découvert bancaire	241 () ()	1 348 558)
Placements temporaires	242	831 573
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	247 () ()	831 573)
-	248 () ()	
-	249 () ()	
-	250 () ()	
-	251 () ()	
-	252 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 667 620	(509 255)

Note

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Frais quote-part d'agglomération

Au cours des années 2008 à 2014, la Ville a versé un montant de 120 428 373 \$ pour des frais de quotes-parts d'agglomération incluant un montant pour des intérêts allégués. La Ville en a fait le paiement sans préjudice, ni admission de sa part quant au bien-fondé de la réclamation de la Ville de Québec. Une somme de 20 265 052 \$ est actuellement réclamée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures devant la Cour supérieure du Québec pour les années 2008 à 2014.

27. Éventualités

La Ville procède actuellement à la vérification de ses procédures administratives et financières. Des modifications seront apportées suite à cette analyse et certaines de ces modifications pourraient avoir des impacts financiers pour la Ville. Aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (2 676 228)	811 254
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 109 754	864 972
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (326 754 ) (	715 124)
Financement des investissements en cours	4 (31 812 407)	(34 893 058)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 90 000 902	89 063 325
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 56 295 267	55 131 369

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	526 448	521 995
Fonds parcs et terrains de jeux	29	97 954	317 308
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		25 669
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	485 352	
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	1 109 754	864 972
	39	1 109 754	864 972

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (326 754) (715 124)	()
	56 (326 754) (715 124)	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 3 072 002	3 610 910
Investissements à financer	58 (34 884 409) (38 503 968)	()
	59 (31 812 407) (34 893 058)	()
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 156 411 657	140 181 605
Propriétés destinées à la revente	61 1 346 103	1 319 153
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 157 757 760	141 500 758
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 70 640 923	51 814 937
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 811 803	555 601
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (3 695 868) (772 437)	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 67 756 858	51 598 101
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	839 332
	73 67 756 858	52 437 433
	74 90 000 902	89 063 325

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres		
-	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville doit continuer à cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Description des régimes et autres renseignements

Pour l'année 2014, les sommes versées par l'employeur représentent 7 011 \$ et pour 2013 une somme de 18 245 \$. Ces montants sont inclus dans les chiffres présentés plus bas:

Charge de l'exercice	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations de l'employeur	89 <u>242 398</u>	<u>221 908</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel et un REER collectif pour ses employés cadres.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>185 116</u>	<u>173 275</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>3 928</u>	<u>3 898</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	13 239	13 135
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98	<u>13 239</u>	<u>13 135</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	71 452 726
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	34 884 409
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	(234 500)
----------------------------------	---	-----------

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	485 352
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	3 695 868
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 944 982
--	----	-----------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	99 976 433
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	99 976 433
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	99 976 433
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	29 469 674
---	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	129 446 107
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	31 870 400	31 308 059	29 282 362
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	24 246	13 845	18 213
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	31 894 646	31 321 904	29 300 575
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	993 900	691 495	966 603
Égout	11	939 600	629 294	897 125
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 304 800	2 295 562	2 143 338
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	783 354	702 405	534 782
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 021 654	4 318 756	4 541 848
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	5 021 654	4 318 756	4 541 848
	26	36 916 300	35 640 660	33 842 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	26 343	25 866
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	26 343	25 866
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 40 000	41 900	43 085
Cégeps et universités	33 801 700	751 679	812 185
Écoles primaires et secondaires	34 574 100	569 361	534 971
	35 1 415 800	1 362 940	1 390 241
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 1 415 800	1 389 283	1 416 107
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49 36 600	80 543	110 278
	50 36 600	80 543	110 278
	51 1 452 400	1 469 826	1 526 385

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	9 000	14 941
Enlèvement de la neige	58		39 624
Autres	59	4 690	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	53 683	8 577
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	32 647	8 577
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	115 000	39 183
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		12 500
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 500	1 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	71 000	82 240
Autres	88	51 245	36 245
Réseau d'électricité	89		
	90	247 745	167 297

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	833 485	558 064
Enlèvement de la neige	97		2 258 548
Autres	98		34 292
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	416 743	(78 124)
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	416 743	123 200
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		67 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		10 077 744
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		33 000
Réseau d'électricité	128		
	129	1 666 971	10 815 176
			7 352 456

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	200 000	206 273	1 165 785
	138	200 000	206 273	1 165 785
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 114 716	11 282 833	8 685 538

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	13 636	
Enlèvement de la neige	150	(60 000)	14 459
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	(46 364)	14 459
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Réseaux d'égout			
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	159		
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	60 000	79 202
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	60 000	79 202
Réseau d'électricité			
	180		
	181	60 000	93 661

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	31 500	16 477	30 657
Sécurité publique	183		(33 621)	
Transport				
Réseau routier	184	175 500	217 744	506 128
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	96 800	184 865	425 851
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	97 900	146 325	115 566
Loisirs et culture	193	1 112 524	1 024 977	967 539
Réseau d'électricité	194			
	195	1 514 224	1 556 767	2 045 741
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 574 224	1 562 090	2 139 402
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	103 100	200 112	115 376
Droits de mutation immobilière	198	1 605 000	2 309 620	1 318 278
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 708 100	2 509 732	1 433 654
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	169 709	115 901	180 286
INTÉRÊTS	203	88 000	250 377	184 318
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(3 469 709)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	5 000 000	16 615	2 533 254
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		143 716	1 195 001
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		812 790	56 343
	212	5 000 000	(2 496 588)	3 784 598

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1	307 067	371 168	242 264	613 432	294 229
2	63 900	223 174		223 174	63 212
3	23 857 365	24 728 519		24 728 519	22 381 568
4	638 670	411 244		411 244	646 080
5	109 825	107 107		107 107	107 083
6	554 961	408 460		408 460	464 879
7	5 000	438 875		438 875	
8	25 536 788	26 688 547	242 264	26 930 811	23 957 051
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
9	11 481	1 622		1 622	28 430
10	3 200	1 622		1 622	1 500
11	75 951	38 282		38 282	37 321
12	211 002	199 358		199 358	185 246
13	301 634	240 884		240 884	252 497
TRANSPORT					
14	1 513 308	1 560 008	2 810 963	4 370 971	4 206 946
15	1 491 772	1 702 020	230 620	1 932 640	1 897 532
16	248 086	229 057		229 057	235 589
17	228 978	280 112		280 112	116 092
18					
19					
20					
21					
22	3 482 144	3 771 197	3 041 583	6 812 780	6 456 159

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	776 068	612 157	709 533	1 321 690
Réseau de distribution de l'eau potable	24			54 280	54 280
Traitement des eaux usées	25	511 343	475 950	782 130	1 258 080
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	610 847	564 810		613 767
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	321 881	287 541	36 251	323 792
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				58 141
Traitement	32				
Matériaux secs	33				14 272
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	51 356	36 921		36 921
Protection de l'environnement	38	128 493	92 162		92 162
Autres	39				111 883
	40	2 399 988	2 069 541	1 582 194	3 651 735
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	120 000	42 910		42 910
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	244 673	250 896	87 254	338 150
	44	364 673	293 806	87 254	381 060
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	883 363	713 154	7 953	721 107
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique	48	260 150	173 521	37 105	210 626
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51				518 221
Autres	52	1 143 513	886 675	45 058	931 733
					1 248 669

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	2 418 272	2 341 271	1 322 026	3 663 297	2 854 646
Patinatoires intérieures et extérieures	925 876	956 922		956 922	884 654
Piscines, plages et ports de plaisance	188 513	187 291		187 291	182 871
Parcs et terrains de jeux	1 526 530	1 375 893	148 553	1 524 446	1 555 781
Parcs régionaux					
Expositions et foires					
Autres					
	5 059 191	4 861 377	1 470 579	6 331 956	5 477 952
Activités culturelles					
Centres communautaires					
Bibliothèques	982 771	929 384	64 735	994 119	1 014 831
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	426 487	545 876	85 509	631 385	428 794
Autres ressources du patrimoine	183 552	186 076		186 076	194 788
Autres	1 592 810	1 661 336	150 244	1 811 580	1 638 413
	6 652 001	6 522 713	1 620 823	8 143 536	7 116 365
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts					
Autres frais	2 081 700	2 107 947		2 107 947	1 594 793
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	724 289	816 569		816 569	648 801
Autres	2 805 989	2 924 516		2 924 516	2 243 594
	6 278 090	6 619 176	(6 619 176)		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005

Ville de Québec

DATE 2015-08-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>35 665 968</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	25 308
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>25 308</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>35 640 660</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	35 640 660
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	25 308
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>35 665 968</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	20 755
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 448 753
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>9 469 508</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>26 196 460</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>2 599 438 623</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>2 686 993 923</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>2 643 216 273</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>26 196 460</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 643 216 273</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 616 559	(18 225)	6 572 193
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 679 323	1 032 824	8 213 027
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 235 890	5 562 671	10 922 686
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	175 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 408 122	148 645	1 384 162
Autres infrastructures	11		302 169	3 032 989
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	517 633	84 441	
Édifices communautaires et récréatifs	14	31 134 348	21 226 439	12 751 967
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	656 800	146 471	24 761
Ameublement et équipement de bureau	18	262 261	338 252	202 600
Machinerie, outillage et équipement divers	19	568 821	327 869	237 695
Terrains	20		67 384	378 060
Autres	21			
	22	45 254 757	29 218 940	43 720 140

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			980 797
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			4 318 318
Autres infrastructures	27		3 156 664	7 838 503
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		(18 225)	5 591 396
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		1 032 824	3 894 709
Autres infrastructures	32		2 856 821	7 501 334
Autres immobilisations	33		22 190 856	13 595 083
	34		29 218 940	43 720 140

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	48 664 000	25 060 500	3 199 000	70 525 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	220 457		101 724	118 733
Organismes municipaux	4	2 952 748		2 144 255	808 493
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	533 333		533 333	
	7	52 370 538	25 060 500	5 978 312	71 452 726
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	25 669	485 352	25 669	485 352
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 676 132	1 279 401	471 155	7 484 378
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	44 896 300	19 983 081	5 326 753	59 552 628
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	51 598 101	21 747 834	5 823 577	67 522 358
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	772 437	3 078 167	154 736	3 695 868
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	772 437	3 078 167	154 736	3 695 868
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	772 437	3 078 167	154 736	3 695 868
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	772 437	3 078 167	154 736	3 695 868
	26	52 370 538	24 826 001	5 978 313	71 218 226
Dettes en cours de refinancement	27	()	234 500	()	(234 500))
	28	52 370 538	25 060 501	5 978 313	71 452 726

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	22 253 700	23 100 698	20 617 600
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	22 253 700	23 100 698	20 617 600

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
1	28,20	35,00	1 861 674	434 030	2 295 704
2	10,10	35,00	727 328	124 767	852 095
3	49,30	35,00	2 089 358	390 767	2 480 125
4	73,80	40,00	2 901 135	547 963	3 449 098
5					
6					
7					
8	161,40		7 579 495	1 497 527	9 077 022
9	7,00		295 106	28 954	324 060
10	168,40		7 874 601	1 526 481	9 401 082

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
11			
12			
13	53 683	(78 124)	(24 441)
14			
15	32 647	123 200	155 847
16	13 049	11 138 378	11 151 427
17	99 379	11 183 454	11 282 833

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 223 174	27	223 174	79	223 174	131
Évaluation	107 107	28	107 107	80	107 107	132
Autres	26 358 266	29	26 600 530	81	26 584 053	133
	4 26 688 547	30	26 930 811	82	26 914 334	134
Sécurité publique						
Police	1 622	31	1 622	83	35 243	135
Sécurité incendie	1 622	32	1 622	84	1 622	136
Sécurité civile	38 282	33	38 282	85	38 282	137
Autres	199 358	34	199 358	86	199 358	138
	9 240 884	35	240 884	87	274 505	139
Transport						
Réseau routier	1 560 008	36	4 370 971	88	4 328 832	140
Voirie municipale	1 702 020	37	1 932 640	89	1 803 399	141
Enlèvement de la neige	509 169	38	509 169	90	509 169	142
Autres		39		91		143
Transport collectif		40		92		144
Autres	3 771 197	41	6 812 780	89	6 641 400	145
	15			119		1 113 656
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	612 157	42	1 321 690	94	1 229 258	146
Réseau de distribution de l'eau potable		43		95		147
Traitement des eaux usées	475 950	44	54 280	96	54 280	148
Réseaux d'égout		45		97		149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	564 810	46	564 810	98	564 810	150
Matières recyclables	287 541	47	323 792	99	323 792	151
Autres		48		100		152
Cours d'eau	36 921	49	36 921	101	36 921	153
Protection de l'environnement	92 162	50	92 162	102	92 162	154
Autres		51		103		155
	20 2 069 541	52	3 651 735	104	3 466 870	156
	26			130		1 167 174

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immo- bilisations		=	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	Santé et bien-être										
157	Logement social	42 910	172	187	42 910	202	217	42 910	232		
158	Sécurité du revenu		173	186		203	218		233		
159	Autres	250 896	174	188	338 150	204	219	338 150	234		
160		293 806	175	190	381 060	205	220	381 060	235		
	Aménagement, urbanisme et développement										
161	Aménagement, urbanisme et zonage	713 154	176	191	721 107	206	221	696 476	236	74 575	
162	Rénovation urbaine		177	192		207	222		237		
163	Promotion et développement économique	173 521	178	193	210 626	208	223	88 932	238	100 605	
164	Autres		179	194		209	224		239		
165		886 675	180	195	931 733	210	225	785 408	240	175 180	
166	Loisirs et culture	4 861 377	181	196	6 331 956	211	226	5 296 786	241	181 320	
167	Activités récréatives		182	197		212	227		242	115 810	
168	Bibliothèques	731 952	183	198	817 461	213	228	788 402	243	89 490	
169	Autres	6 522 713	184	199	8 143 536	214	229	7 066 872	244	386 620	
170			185	200		215	230		245		
171	Réseau d'électricité	40 473 363	186	201	47 092 539	216	231	45 530 449	246	2 924 516	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	376 394	504 382
Charges sociales	2	57 284	88 358
Biens et services	3	28 142 817	42 763 049
Frais de financement	4	642 445	364 351
Autres	5		
	6	29 218 940	43 720 140

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	811 254	1 818 672
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	811 254	1 818 672
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(2 711 633)	777 582
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(800 000)	
Activités d'investissement	6	24 151	
Excédent de fonctionnement affecté	7		(1 785 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(3 487 482)	(1 007 418)
Solde à la fin de l'exercice	12	(2 676 228)	811 254
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(1 785 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		1 785 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	864 972	557 662
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	864 972	557 662
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	271 016	307 310
Activités d'investissement	27	(511 586)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	485 352	
	30	244 782	307 310
Solde à la fin de l'exercice	31	1 109 754	864 972

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(715 124)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(409 888)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(715 124)	(409 888)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	305 236)
	47	()	305 236)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	388 370	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49		
	50	388 370	
Solde à la fin de l'exercice	51	(326 754)	(715 124)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(34 893 058)	(14 457 719)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		(6 793)
Solde redressé au début de l'exercice	54	(34 893 058)	(14 464 512)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	3 566 003	(20 428 546)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(485 352)	
	59	3 080 651	(20 428 546)
Solde à la fin de l'exercice	60	(31 812 407)	(34 893 058)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	89 063 325	60 450 146
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	846 122	6 793
Solde redressé au début de l'exercice	63	89 909 447	60 456 939
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	91 455	28 606 386
Solde à la fin de l'exercice	67	90 000 902	89 063 325

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	8	9	10	11	12	13	14
Montant non réservé	1						7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21
				485 352	485 352		485 352

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="8"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 0 | 8 | , | 0 | 0	\$
Égout	2	| 9 | 3 | , | 0 | 0	\$
Eau et égout	3	| | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 7 | , | 0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification eau et égouts - commerces	,8830	7	au mètre cube \$ fixe
Tarification matières résiduelles - comm		7	Différentes catégories
Règlement 167	,2815	2	
Règlement 856-92	541,9189	4	
Règlement 1019-95	452,6363	4	
Règlement 1027-95	554,6557	4	
Règlement 1068-96	1 435,7788	4	
Règlement 1088-96	573,5012	4	
Règlement 1090-96	,1326	2	
Règlement 1093-96	238,2601	4	
Règlement 1094-96	313,6649	4	
Règlement 98-1166	226,6162	4	
Règlement 2000-1210	571,5011	4	
Règlement 2000-1233	234,0365	4	
Règlement 2000-1250	240,3435	4	
Règlement 1266	224,1857	4	
Règlement 1320	594,0510	4	
Règlement 1310	606,2038	4	
Règlement 1306	593,7996	4	
Règlement 1253	,0280	2	
Règlement 1253	,9190	2	
Règlement 1253	1 289,8169	4	
Règlement 1253	1 255,2526	4	
Règlement 1340	717,3153	4	
Règlement 1319	,1780	1	
Règlement M04-0705	34,8199	2	mètre carré moyen
Règlement REGVSAD 2006-009	795,7192	4	
Règlement REGVSAD 2008-097	,3100	1	
Règlement REGVSAD 2008-111	1 036,7556	4	
Règlement REGVSAD 2008-129	298,1782	4	

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

Description	Taux	Code¹	Préciser
Règlement REGVSAD 2011-278	3 076,7400	4	Lot 4427079
Règlement REGVSAD 2011-278	2 334,7300	4	Lot 4344264
Règlement REGVSAD 2011-278	2 823,9200	4	Lot 4433265
Règlement REGVSAD 2011-269	1 318,5485	4	
Taxe de secteur -Déneigement rue Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	202 588	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 200, Route de Fossambault
(no) (rue)
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 2E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Manon Lemay, CPA, CA

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande Allée Est, Bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Lemay, CPA, CA , atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-09-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 317 776 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9911 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-09-16 11:21:39

Date de transmission au Ministère : 2015/09/17

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	47 356 478	38 625 939	43 227 697
Investissement	2	1 666 971	11 708 892	8 548 907
	3	49 023 449	50 334 831	51 776 604
Charges				
	4	48 964 820	50 017 055	45 013 996
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	58 629	317 776	6 762 608
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 666 971 ) (	11 708 892 ) (	8 548 907)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(1 608 342)	(11 391 116)	(1 786 299)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	6 278 090	6 619 176	5 137 109
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	175 000	788 516	305 236
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 507 300 ) (	4 378 179 ) (	3 702 654)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	81 348 ) (	860 348 ) (	973 467)
Excédent (déficit) accumulé	12	(256 100)	140 609	1 477 690
Autres éléments de conciliation	13		6 369 709	319 967
	14	1 608 342	8 679 483	2 563 881
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		(2 711 633)	777 582

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	36 077 945	26 202 266
Autres	2	667 620	1 670 876
	3	36 745 565	27 873 142
Passifs			
Dette à long terme	4	70 640 923	51 814 937
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	67 970 024	62 743 883
	7	138 610 947	114 558 820
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(101 865 382)	(86 685 678)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	156 411 657	140 181 605
Autres	10	1 748 992	1 635 442
	11	158 160 649	141 817 047
Excédent (déficit) accumulé	12	56 295 267	55 131 369

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	(2 676 228)	811 254
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	1 109 754	864 972
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	326 754 ) (	715 124)
Financement des investissements en cours	27	(31 812 407)	(34 893 058)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	90 000 902	89 063 325
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	56 295 267	55 131 369

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	36 916 300	35 640 660	33 842 423
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 452 400	1 469 826	1 526 385
Quotes-parts	3			
Transferts	4	447 745	467 657	1 333 082
Services rendus	5	1 574 224	1 562 090	2 139 402
Autres	6	6 965 809	(514 294)	4 386 405
	7	47 356 478	38 625 939	43 227 697
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	1 666 971	10 815 176	7 352 456
Autres	11		893 716	1 196 451
	12	1 666 971	11 708 892	8 548 907
	13	49 023 449	50 334 831	51 776 604

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	109 825	107 107	107 107	107 083
Autres	2	25 426 963	26 581 440	26 823 704	23 849 968
Sécurité publique					
Police	3	11 481	1 622	1 622	28 430
Sécurité incendie	4	3 200	1 622	1 622	1 500
Autres	5	286 953	237 640	237 640	222 567
Transport					
Réseau routier	6	3 482 144	3 771 197	6 812 780	6 456 159
Transport collectif	7				
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	1 287 411	1 088 107	2 634 050	2 247 809
Matières résiduelles	10	932 728	852 351	888 602	926 177
Autres	11	179 849	129 083	129 083	241 545
Santé et bien-être	12	364 673	293 806	381 060	324 130
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	883 363	713 154	7 953	730 448
Promotion et développement économique	14	260 150	173 521	37 105	518 221
Autres	15				
Loisirs et culture	16	6 652 001	6 522 713	8 143 536	7 116 365
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	2 805 989	2 924 516	2 924 516	2 243 594
Amortissement des immobilisations	19	6 278 090	6 619 176 (	6 619 176)	
	20	48 964 820	50 017 055	50 017 055	45 013 996

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

